

Informations de base

2025/0312(COD)

COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Règlement

En attente de la position du Parlement en 1ère lecture

Surveillance économique et budgétaire des États membres de la zone euro connaissant ou risquant de connaître de sérieuses difficultés du point de vue de leur stabilité financière


Subject

4.70.01 Fonds structurels, fonds d'investissement en général, programmes


Acteurs principaux

Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	ECON	Affaires économiques et monétaires	FERBER Markus (EPP)	10/12/2025
			TAVARES Carla (S&D)	10/12/2025
			Rapporteur(e) fictif/fictive GYÓRI Enikő (P/E) NESCI Denis (ECR) KELLEHER Billy (Renew) ANDRESEN Rasmus (Greens/EFA) TRIDICO Pasquale (The Left)	
Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination	
	EMPL	Emploi et affaires sociales	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne				
Commission européenne	DG de la Commission		Commissaire	
	Affaires économiques et financières		DOMBROVSKIS Valdis	
Banque centrale européenne				

Événements clés

Date	Événement	Référence	Résumé
02/10/2025	Publication de la proposition législative	COM(2025)0593 	Résumé
23/10/2025	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
14/04/2026	Vote en commission, 1ère lecture		
14/04/2026	Décision de la commission parlementaire d'ouvrir des négociations interinstitutionnelles à travers d'un rapport adopté en commission		
17/04/2026	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A10-0097/2026	Résumé
27/04/2026	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles annoncée en plénière (Article 71)		
29/04/2026	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles confirmée par la plénière (Article 71)		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/0312(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Règlement
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 121-p6 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 136
Consultation obligatoire d'autres institutions	Banque centrale européenne
État de la procédure	En attente de la position du Parlement en 1ère lecture
Dossier de la commission	ECON/10/04134

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE784.226	03/02/2026	
Amendements déposés en commission		PE785.222	03/03/2026	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A10-0097/2026	17/04/2026	Résumé
Commission Européenne				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base législatif	COM(2025)0593 	02/10/2025	Résumé	
Parlements nationaux				

Type de document	Parlement /Chambre	Référence	Date	Résumé
Contribution	ES_PARLIAMENT	COM(2025)0593	28/11/2025	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Surveillance économique et budgétaire des États membres de la zone euro connaissant ou risquant de connaître de sérieuses difficultés du point de vue de leur stabilité financière

2025/0312(COD) - 17/04/2026 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission des affaires économiques et monétaires a adopté le rapport de Markus FERBER (PPE, DE) et de Carla TAVARES (S&D, PT) sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) n° 472/2013 concernant la surveillance économique et budgétaire des États membres de la zone euro confrontés ou menacés de graves difficultés en matière de stabilité financière.

Les députés soutiennent la proposition de la Commission qui vise à modifier le règlement relatif à la surveillance renforcée et post-programme pour les États membres de la zone euro confrontés ou risquant de connaître de graves difficultés financières [règlement (UE) n° 472/2013] en vue d'assurer la cohérence entre ledit règlement et le cadre de gouvernance économique réformé de l'Union.

Les modifications consistent à éliminer les incohérences avec les actes législatifs ayant résulté de la réforme du cadre de gouvernance économique de l'Union menée en 2024 et avec les évolutions institutionnelles survenues depuis 2013, ainsi qu'à simplifier et à clarifier certains éléments conformément au programme de simplification de la Commission, dont l'objectif est d'alléger les charges réglementaires et de simplifier la législation de l'UE afin d'en faciliter la mise en œuvre.

Plus précisément, les modifications visent à :

- préciser les circonstances dans lesquelles la surveillance renforcée s'applique aux États membres bénéficiant d'une assistance financière à titre de précaution;
- aligner les dispositions du règlement (UE) n° 472/2013 sur la nouvelle répartition des tâches instaurée par le règlement (UE) 1024/2013 du Conseil, qui a conféré à la BCE des responsabilités particulières en matière de surveillance prudentielle;
- répondre aux préoccupations quant au risque que la surveillance renforcée, telle qu'elle est actuellement conçue, dissuade les États membres de demander une assistance financière à titre de précaution lorsque c'est nécessaire;
- clarifier l'objectif et la portée de la surveillance post-programme, afin d'accroître sa cohérence avec le cadre de gouvernance économique européenne et d'éviter une duplication des exigences de rapport;
- instaurer un système de surveillance post-programme à plusieurs niveaux, avec un niveau de surveillance différencié en fonction du risque en matière de remboursement et de la nécessité de mesures correctrices.

La commission compétente a recommandé que la position arrêtée par le Parlement européen en première lecture modifie la proposition comme suit:

Programme d'ajustement macroéconomique

Lorsqu'un État membre demande une aide financière à un ou plusieurs autres États membres ou pays tiers, le MES ou le FMI, il devra préparer, en accord avec la Commission, agissant en liaison avec la BCE et, le cas échéant, avec le FMI, un projet de programme d'ajustement macroéconomique, qui comprend des objectifs budgétaires annuel. Les députés estiment que le projet de programme d'ajustement macroéconomique doit également prendre en compte le **plan structurel fiscal national à moyen terme** de l'État membre concerné et être conforme à ses engagements concernant les **priorités communes de l'Union**.

La Commission devra informer le Président et les Vice-Présidents de la commission compétente du Parlement européen des conclusions tirées du suivi du programme d'ajustement macroéconomique. Ces informations seront traitées comme confidentielles.

Information du Parlement européen

Le Parlement européen pourra inviter des représentants du Conseil et de la Commission à engager un dialogue sur l'application de ce Règlement.

Les informations transmises par la Commission au Conseil ou à l'un de ses organes préparatoires dans le cadre du présent règlement ou de sa mise en œuvre doivent simultanément être mises à la disposition du Parlement européen, sous réserve de dispositions de confidentialité si nécessaire. Les résultats pertinents des discussions tenues dans les organes préparatoires du Conseil seront communiqués avec la commission compétente du Parlement européen.

L'État membre concerné pourra demander à la Commission de supprimer les informations sensibles ou confidentielles, dont la divulgation mettrait en péril les intérêts publics de cet État membre. Dans ce cas, la Commission devra communiquer avec le Parlement européen et le Conseil sur la manière dont les informations expurgées peuvent leur être mises à disposition de manière confidentielle conformément aux règles applicables.

Surveillance économique et budgétaire des États membres de la zone euro connaissant ou risquant de connaître de sérieuses difficultés du point de vue de leur stabilité financière

2025/0312(COD) - 02/10/2025 - Document de base législatif

OBJECTIF : assurer la cohérence entre le règlement (UE) n° 472/2013 et le cadre de gouvernance économique réformé de l'Union.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire sur un pied d'égalité avec le Conseil

CONTEXTE : le [règlement \(UE\) n° 472/2013](#) établit un cadre d'action global pour faire face aux situations dans lesquelles les États membres de la zone euro: a) connaissent ou risquent de connaître de sérieuses difficultés du point de vue de leur stabilité financière, avec un risque de retombées négatives sur d'autres États membres de la zone euro, ou b) demandent à bénéficier ou bénéficient d'une assistance financière.

Depuis son adoption, le contexte réglementaire a profondément changé. En 2024, une réforme du cadre de gouvernance économique de l'UE a introduit de nouveaux concepts, notamment les **plans budgétaires et structurels nationaux à moyen terme** (règlement (UE) 2024/1263). Ces plans ont remplacé les anciens programmes de stabilité, de convergence et de réforme, en intégrant les objectifs budgétaires, de réforme et d'investissement dans un cadre commun.

D'autres changements importants incluent: i) la création du **mécanisme de surveillance unique** (MSU) pour la supervision des banques; ii) la fin du rôle actif du **Fonds européen de stabilité financière** (FESF), qui ne peut plus participer à de nouveaux programmes depuis le 1er juillet 2013.

Il est donc nécessaire de **garantir la cohérence** entre le règlement (UE) n° 472/2013 et le cadre de gouvernance économique réformé de l'UE, ainsi que de tenir compte des évolutions institutionnelles survenues depuis 2013.

Les modifications proposées contribuent au programme de simplification de la Commission, tel qu'il figure dans sa communication de février 2025 sur la mise en œuvre et la simplification intitulée «Une Europe plus simple et plus rapide».

CONTENU : la Commission propose de **modifier le règlement relatif à la surveillance renforcée et post-programme** pour les États membres de la zone euro confrontés ou risquant de connaître de graves difficultés financières [règlement(UE) n° 472/2013] en vue d'assurer la cohérence entre ledit règlement et le cadre de gouvernance économique réformé de l'Union.

Les incohérences dans le règlement (UE) n° 472/2013 concernent en grande partie des références obsolètes à d'autres actes et cadres d'assistance financière qui ne sont plus applicables, notamment à la suite de la réforme du cadre de gouvernance économique de l'UE menée en 2024, ce qui nécessite des modifications.

Les modifications du règlement (UE) n° 472/2013 proposées alignent ses dispositions sur la nouvelle répartition des tâches instaurée par le règlement (UE) 1024/2013 du Conseil, qui a conféré à la BCE des responsabilités particulières en matière de surveillance prudentielle. Pour garantir la cohérence avec ce nouveau cadre, les modifications proposées font référence à cette nouvelle répartition des tâches, en particulier pour le cas où un État membre faisant l'objet d'une surveillance renforcée est tenu d'effectuer des tests de résistance ou des analyses de sensibilité pour évaluer la résilience du secteur financier ou de soumettre régulièrement des évaluations de ses capacités de surveillance du secteur financier.

En outre, les modifications proposées visent à:

- **préciser les circonstances dans lesquelles la surveillance renforcée s'applique aux États membres bénéficiant d'une assistance financière à titre de précaution.** Il est proposé que la surveillance renforcée ne soit automatiquement déclenchée que lorsqu'un État membre reçoit une assistance financière subordonnée à l'adoption de nouvelles mesures de politique publique, et ce, que l'assistance soit fournie par d'autres États membres, par des pays tiers, par le mécanisme européen de stabilisation financière (MESF), par le mécanisme européen de stabilité (MES) ou par des institutions financières internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI);

- **préciser le champ d'application et l'objectif de la surveillance post-programme.** Cette dernière se concentrerait sur le suivi et l'évaluation de la capacité de remboursement des États membres ayant bénéficié d'une assistance financière, ainsi que sur la mise en œuvre des réformes pertinentes qui ne sont pas déjà couvertes par le plan budgétaire et structurel national à moyen terme;

- **instaurer un système de surveillance post-programme à plusieurs niveaux**, avec un niveau de surveillance différencié en fonction du risque en matière de remboursement et de la nécessité de mesures correctrices;

- **prévoir la conclusion d'accords administratifs** entre la Commission et les pourvoyeurs d'une assistance financière aux États membres de la zone euro, y compris le MES. L'objectif de ces accords est de favoriser une coopération étroite et le partage d'informations entre la Commission et ces pourvoyeurs d'assistance financière.

Les modifications permettront de mieux aligner la surveillance post-programme sur le cadre de gouvernance économique de l'Union, en évitant les chevauchements avec d'autres processus de surveillance tout en maintenant son efficacité dans l'évaluation des risques de remboursement.